

Les racines économiques de la guerre du Kremlin en Ukraine

Jean-Christophe Defraigne¹

Alors que la plupart des gouvernements européens s'apprêtent à augmenter significativement les dépenses militaires pour faire face à un gouvernement russe considéré comme imprévisible, peu d'analyses dans les médias et think-tanks occidentaux tentent de recontextualiser l'invasion de l'Ukraine par le gouvernement Poutine et d'en comprendre les motifs socio-économiques sous-jacents.

Comme souvent, la grande majorité des analyses mettent en avant des motifs historiques et géopolitiques. Certaines mettent en évidence le fait que l'Ukraine du haut moyen-âge est considérée par des historiens nationalistes russes comme le berceau de la civilisation russe, d'autres que la Crimée est une base militaire de première importance pour le contrôle de la Mer Noire et que l'absence d'un corridor terrestre entre 2014 et 2022 rendait son administration très couteuse pour le gouvernement russe². Depuis 2014, les gouvernements ukrainiens ont reçu de nombreux conseillers et équipements américains, facilitant une potentielle coordination de l'armée ukrainienne avec les forces de l'OTAN qui s'est traduite par des manœuvres conjointes en 2021. Malgré les dénégations de Washington, les dirigeants russes pouvaient croire à un rapprochement, voire à une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN à court terme. Pour Moscou, Washington poursuit depuis trente ans une politique d'expansion orientale de l'OTAN pour encercler la Russie, n'hésitant pas à revenir sur des promesses passées³. Les problèmes socio-économiques et la fragilisation politique des gouvernements occidentaux, notamment aux Etats-Unis (de plus en plus isolationniste) suite à deux années de pandémie ont également pu laisser croire à Poutine et à ses conseillers que les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN seraient incapables de réagir à une guerre éclair. En quelques jours, le Kremlin présenterait comme un fait accompli la mise en place d'un régime fantoche sous le contrôle de Moscou et des gains territoriaux dans le Donbass et dans le corridor qui mène à la Crimée.

Tous ces facteurs ont probablement joué un rôle dans la funeste décision de Poutine qui a engendré dans cette région un désastre humain sans précédent depuis la seconde guerre mondiale, non seulement pour la population ukrainienne mais aussi pour celle de Russie qui subit des sanctions économiques très lourdes qui contribueraient à entraîner une chute du PIB russe de plus de 10% d'ici 2023⁴ et des morts de soldats russes qui pourraient, selon des

¹ Professeur d'économie internationale à l'Institut d'Etudes Européennes de l'UCLouvain Saint Louis Bruxelles

² d'autant que le gouvernement ukrainien coupait l'approvisionnement en eau de la péninsule, approvisionnement provenant d'un canal construit à l'époque soviétique

³ *“The very fact that we are ready not to deploy NATO troops beyond the territory of the Federal Republic gives the Soviet Union firm security guarantees”*. Le fait même que nous soyons prêts à ne pas déployer les troupes de l'OTAN au-delà du territoire de la République fédérale donne à l'Union soviétique de solides garanties de sécurité ». The Atlantic Alliance and European Security in the 1990s, Address by NATO Secretary General, Manfred Wörner, 17 Juillet 1990, Bruxelles, consulté le 26 juin 2022 sur https://www.nato.int/docu/speech/1990/s900517a_e.htm

⁴ World Bank, Global Economic Prospects: Europe and Central Asia, juin 2022, Washington DC. Consulté le 28 juin 2022 à <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/18ad707266f7740bcd755498ae0307a-0350012022/related/Global-Economic-Prospects-June-2022-Regional-Highlights-ECA.pdf>

sources militaires britanniques et américaines, déjà dépasser ceux de la longue guerre de l'URSS en Afghanistan entre 1979 et 1987⁵.

Moins courantes sont les analyses qui essaient de placer cette guerre dans le contexte socio-économique de l'écroulement de l'URSS et de la fragilisation des économies de cette région. La prise en compte de cette évolution économique révèle la fuite en avant d'un régime incapable de moderniser son économie, d'accroître son influence régionale et d'améliorer le niveau de la vie de la population russe.

De l'URSS à l'Union Eurasiennne : les tentatives désespérées du gouvernement russe de garder son statut de grande puissance

Les analyses qui présentent la Russie comme une menace militaire capable de s'attaquer à des pays de l'OTAN à la suite de l'invasion de l'Ukraine négligent une série d'indicateurs qui témoignent de la fragilité de la puissance russe.

Premièrement, la situation démographique de la Russie n'est guère favorable. Depuis 1991, sa population est passée de 148 à 144 millions de personnes (contre près d'un milliard pour celle des pays de l'OTAN). Le vieillissement de la population combiné à une faible croissance de la productivité fait que le système de pension pèse de plus en plus sur l'économie russe et limite ses perspectives de croissance. Les projections de l'OCDE et du CEPII estiment que la part de l'économie Russe dans l'économie mondiale en 2050 sera de 1%, soit de quinze à vingt fois moins que les Etats-Unis, l'UE ou la Chine, et dix fois moins que l'Inde⁶.

Deuxièmement sur le plan technologique, la Russie fait partie des économies industrialisées peu innovantes. Les indicateurs du niveau technologique de l'économie russe sont assez médiocres et comparable à un pays comme le Brésil, qu'il s'agisse du rapport entre les dépenses de R&D et PIB, des revenus internationaux issus de la propriété intellectuelle, des brevets par habitant, des publications internationales des universités ou encore de la présence de firmes russes dans le classement des 2500 entreprises qui dépensent le plus en R&D. Bien qu'il subsiste encore des avoirs intangibles développés à l'époque de l'URSS dans certains secteurs comme la défense, la métallurgie et les produits énergétiques, il existe bien peu de secteurs où les firmes russes peuvent développer des standards technologiques comparables aux firmes des Etats-Unis, du Japon et de l'Europe occidentale ou même de la Chine. La structure du commerce extérieur de la Russie reflète cette faiblesse technologique avec des exportations dominées par les matières premières et des importations composées essentiellement de produits manufacturés⁷.

⁵ Hopkins, Valérie, *Tending Russia's Dead as They Pile Up in Ukraine*, New-York Times, New-York, 29 mai 2022. Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.nytimes.com/2022/05/29/world/russian-casualties-ukraine.html>, Lacina Bethany & Gleditsch, Nils, *Monitoring Trends in Global Combat: A New Dataset of Battle Deaths*, European Journal of Population (2005) 21: 145–166, Springer 2005;

⁶ Château, Jean, Fontagné, Lionel, Fouré, Johansson, Åsa. & Olaberria, Eduardo, *Trade patterns in the 2060 World Economy*, Economics Department Working Paper No. 1142, Paris, OECD, 2014.

⁷ Defraigne, Jean-Christophe, *The Eurasian Economic Union and the challenge of the BRI: a comparison of their respective impacts on economic development and Russia's regional leadership*, Eurasian Geography and Economics, Eurasian Geography and Economics, Volume 62, Issue 5-6, 2021

De l'explosion de l'URSS à la prise de contrôle des oligarques

En fait l'économie russe ne s'est jamais complètement remise du choc de la transition vers le capitalisme des années 1990. La présidence Ieltsine mit en place des politiques économiques qu'on nommait alors « thérapie de choc » pour passer d'une économie relativement fermée, étatisée et centralisée à une économie ouverte capitaliste. Ces politiques, préconisées par les institutions financières internationales et des économistes de premier plan comme Jeffrey Sachs ou Anders Aslund, se sont traduites par une chute du PIB de l'ex-URSS sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale. La Russie, comme la plupart des autres ex-républiques soviétiques, a connu une fuite des cerveaux qui a irrémédiablement fait chuter son niveau technologique. L'ouverture brutale à la concurrence internationale (à la différence de la politique plus graduelle de la Chine) a engendré un phénomène de désindustrialisation qui a rendu l'économie russe de plus en plus dépendante de l'importation de produits manufacturés et de technologie.

Les vagues de privatisations des années 1990 effectuées de manière opaque et corrompue ont permis à des entrepreneurs privés, la plupart issu de l'ex-nomenklatura bureaucratique de l'URSS, d'accaparer pour des milliards de dollars de bien publics pour se tailler des conglomerats économiques et renforcer leur influence politique sur l'appareil d'Etat pour accroître leurs capitaux privatisés. Ces ex-bureaucrates deviennent les notoires oligarques qui prennent le contrôle de certains secteurs stratégiques (notamment les banques, médias, télécoms, énergie, infrastructure, matières premières). Ces oligarques ne mettent pas en place des firmes disposant de capacités d'innovation suffisantes que pour créer des produits et services de haute valeur ajoutée capables de prendre des parts de marché au niveau international. Ils profitent essentiellement de leurs réseaux d'ex-nomenklaturiste au sein de la bureaucratie russe pour consolider leur emprise sur des activités rentières protégées par les régulations de l'Etat. Ce comportement de « *rent-seekers* » ou de bourgeoisie compradore induit l'acception d'une division internationale du travail au sein de laquelle les firmes multinationales occidentales et est-asiatiques dominent les secteurs intensifs en technologie pendant que les oligarques se cantonnent à certaines niches oligopolistiques qui sont garanties et protégées par l'Etat russe par le biais d'une corruption généralisée des hauts fonctionnaires. La plupart des oligarques russes sont peu soucieux ou incapables de développer des produits ou services de niveau technologique international et investissent de manière limitée dans la R&D ce qui explique l'écart technologique qui se creuse entre la Russie et les plus développés dans la plupart des secteurs. La majeure partie de ces rentes accaparées par ces oligarques et ces bureaucrates corrompus sont sorties du pays pour profiter des mécanismes de blanchiment d'argent mis en place par de nombreuses banques européennes, notamment eu sein de la City de Londres, pour transiter dans des centres financiers off-shore pour être réinvesti hors de Russie dans l'immobilier et les biens de luxes, ou dans le rachat d'actions de groupes internationaux. Les montants sortis de Russie ces trente dernières années atteignent plusieurs milliards de dollars. Ce pillage de l'économie russe est toléré de manière cynique par les gouvernements occidentaux et le FMI qui sont conscient de ce pillage dès l'éclatement de l'URSS⁸. Certains hauts fonctionnaires et économistes occidentaux n'ont pas hésité à considérer que cela était un mal nécessaire pour empêcher la reconstitution de l'URSS, une puissance militaire qui entravait le développement du capitalisme dans certaines régions du monde.

⁸ Pirani, Simon & Farrelly, Paul, *IMF knew about Russian aid scam*, The Guardian, Londres, 17 octobre 1999

Rapportée au PIB, ces fuites massives de capitaux russes atteignant des niveaux qui ne sont observés que dans d'autres ex-républiques soviétiques et dans des pays d'Afrique subsaharienne⁹. Elle contribue à maintenir bas le niveau d'investissement productif en Russie, notamment dans les secteurs intensifs en technologies. Comme de nombreux rent-seekers d'autres pays peu développés qui ont placé une partie de leurs capitaux au sein des économies les plus développées ou dans les secteurs protégés de leur économie nationale, la plupart des oligarques russes n'ont pas de motivation à améliorer le niveau technologique de leur économie nationale. En cela l'économie russe partage de nombreux points communs avec les économies du Moyen-Orient, de l'Afrique ou de l'Amérique Latine, économies peu avancées sur le plan technologique et principalement exportatrice de produits énergétiques et de matières premières.

Les présidents Poutine et Medvedev ainsi que leurs conseillers ont pu constater ces problèmes structurels mais ils se sont avérés incapables d'y remédier. Leurs capacités de mettre en place des politiques économiques qui iraient à l'encontre des intérêts à court et à moyen terme de ce groupe d'oligarques restent fort limitées. Contrairement à de nombreux médias qui présentent Poutine comme un dictateur dont la puissance n'a guère de limites, force est de constater qu'en trois décennies, le gouvernement russe n'a pas été capable de lutter efficacement contre les fuites de capitaux, la corruption endémique, l'importance des dépenses somptuaires non productives ou encore contre de nombreux phénomènes de spéculation, autant de phénomènes qui s'expliquent par le comportement prédateur et rentier des oligarques. Certes, on a pu voir Poutine capable de s'attaquer à certains puissants oligarques comme Berezovsky qui l'avait porté à la présidence en 2000 ou comme le dirigeant de Ioukos, Khodorkovski. Ce dernier, ancien conseiller économique et vice-ministre de l'énergie d'Ieltsine, avait fait masse basse sur le groupe énergétique Ioukos dans les années 1990. Il avait décidé au début des années 2000, de consolider sa position juridique, économique et politique face à Poutine en s'associant avec les géants américains Exxon Mobile et Chevron lors de la tentative d'acquisition d'un autre groupe énergétique, Sibneft, et en utilisant les conseils de McKinsey et de PwC. Cette stratégie d'ouverture aux capitaux américains et à leurs règles de gouvernance défendue par Khodorkovski s'est heurtée de plein fouet à la stratégie de Poutine de reconstruction de l'Etat russe qui était basée sur le contrôle national des ressources énergétiques mais aussi à de nombreux oligarques et bureaucrates qui pouvaient craindre que l'adoption de règles plus transparentes et qu'une plus grande ouverture aux capitaux étrangers ne réduisent leurs capacités de prélèvement des rentes sur l'économie russe¹⁰. L'arrestation de Khodorkovski en 2003 indiquait la ligne rouge à ne pas dépasser pour les oligarques, cependant la réaction de Poutine ne menaçait pas l'ensemble des *rent-seekers* bureaucrates et oligarques. Au contraire, elle constituait la meilleure garantie du statu quo en préservant un appareil d'Etat capable de limiter la pénétration des intérêts économiques étrangers, permettant ainsi de préserver les niches protégées, sources des rentes et de l'argent de la corruption.

Cette reconstruction d'un appareil d'Etat plus souverain qui avait été fort affaibli par les réformes libérales de Ieltsine obtint donc le soutien de la majorité des bureaucrates et des oligarques et renforça le gouvernement de Poutine. Mais si ce renforcement de l'appareil d'Etat permettait de sanctionner tel ou tel oligarque individuellement, cela ne signifiait pas une capacité de s'attaquer à la prédation de l'économie russe par l'ensemble des oligarques et bureaucrates.

⁹ Jean-Christophe, *The Eurasian Economic Union and the challenge of the BRI: a comparison of their respective impacts on economic development and Russia's regional leadership*, Eurasian Geography and Economics, Eurasian Geography and Economics, Volume 62, Issue 5-6, 2021

¹⁰ Marie, Jean-Jacques. *La Russie Sous Poutine*. Paris: Payot, 2016.

Les vaines tentatives d'enrayer la périphérisation de l'économie russe

Incapable de résoudre ce parasitage structurel mais conscient des faiblesses de l'économie russe et l'avance technologique prise par ses voisins occidentaux et asiatiques, Poutine et ses conseillers tentèrent toutefois de développer des stratégies de modernisation de l'économie russe et des politiques pour lui préserver son influence régionale.

Ainsi dès le milieu des années 2000, Medvedev et Poutine lancent des politiques de recherche pour amorcer un rattrapage technologique vis-à-vis des économies occidentales. Ces politiques se heurtent au népotisme, à la corruption de l'appareil d'Etat, à l'isolation des universités et chercheurs russes qui restent peu connectés aux réseaux de recherche internationaux mais avant tout au manque d'investissement du secteur privé¹¹ (Defraigne 2021).

Un autre axe de la stratégie industrielle du Kremlin vise la reconstruction de l'intégration économique de l'ex-espace soviétique. Entre 1930 et 1990, l'économie de l'URSS a été dirigée de manière centralisée par une bureaucratie ce qui a créé un fort degré d'interdépendance entre les quinze républiques soviétiques au niveau de l'infrastructure (transport, énergie, domaine spatial et militaire) mais aussi des chaînes de valeur industrielle. Cette situation explique la persistance, trente après l'éclatement de l'URSS, de processus de production qui sont situés en partie en Russie et en partie en Biélorussie ; de la dépendance énergétique de la Moldavie ou de l'Ukraine vis-à-vis de firmes russes ou encore de présence de firmes, de centres de recherche ou de bases militaires russes dans certaines ex-républiques de l'URSS. Lors de sa prise de pouvoir en 1991, Ieltsine a encouragé l'éclatement de l'URSS pour éviter tout retour en arrière qui menacerait son pouvoir politique. Hormis les républiques baltes qui allaient rapidement rejoindre l'UE en 2004, de nombreux dirigeants bureaucrates régionaux comme Nazarbaïev, Lukatchenko ou Karimov ont transformé leur république en fief. Cependant, l'interdépendance économique entre ces nouveaux pays issus de l'URSS nécessita la mise en place d'accords politiques et commerciaux, notamment la Communauté des Etats Indépendants (CEI). Peu liant sur le plan juridique et mal appliqué par des Etats de plus en plus faibles et corrompus, l'espace de la CEI n'a jamais retrouvé un degré d'intégration économique comparable à celui de l'UE ou de l'ALENA. De plus, les transformations structurelles des économies des ex-républiques soviétiques engendraient de plus en plus de forces centrifuges au sein de la CEI. Hormis les pays baltes et la Biélorussie, ces économies ont connu un phénomène similaire de désindustrialisation et de spécialisation dans la fourniture de matières premières ou de produits agricoles. Le comportement des oligarques locaux au sein des autres républiques de la CEI (hormis les pays baltes qui rejoignirent rapidement l'UE) étant similaire à celui de leurs homologues russes, les Etats membres de la CEI sont, comme la Russie, devenues des importatrices de produits et services intensifs en technologies provenant des économies occidentales ou est-asiatiques. On a assisté alors à une restructuration des échanges commerciaux où les économies les plus avancées (Union Européenne, Etats-Unis, Asie orientale) ont remplacé progressivement la Russie et les ex-république de l'URSS comme source de technologie et débouchés principaux. La complémentarité économique au sein des entités la CEI fut de moins en moins importante. Dès les années 2000, l'Union Européenne (UE) avec l'élargissement vers l'Est, sa politique

¹¹ Defraigne Jean-Christophe, *L'Union Eurasienne, un projet d'intégration régionale comme contrepoids à la Chine et l'UE ? Un projet géopolitique sans dynamique économique*, Outre-Terre Revue européenne de géopolitique, Volume 48, N°1, pp1-16, Edition l'Esprit du Temps, Paris, 2016.

Jean-Christophe, *The Eurasian Economic Union and the challenge of the BRI: a comparison of their respective impacts on economic development and Russia's regional leadership*, Eurasian Geography and Economics, Eurasian Geography and Economics, Volume 62, Issue 5-6, 2021

de voisinage et ses accords d'association constitue une force d'attraction pour le commerce extérieur, l'immigration et les étudiants de la partie occidentale non russe de l'ex-URSS (Ukraine, Moldavie, Géorgie, Azerbaïdjan et même Biélorussie). Quant aux républiques d'Asie centrale, la croissance économique de leurs voisins d'Asie orientale les attire dans leur orbite. Ce phénomène est particulièrement marquant dans le cas de la Chine et s'est accéléré depuis 2013 avec le lancement par Xi Jinping des nouvelles routes de la soie qui renforcent les flux de commerce et d'IDE entre la Chine et les républiques de l'ex-URSS. Moscou semble alors bien incapable de contrer ces tendances économiques lourdes. Avec un PIB et des capacités technologiques et financières qui croissent beaucoup moins vite que la Chine ou l'UE, l'influence économique de Russie décline rapidement au sein de ses voisins de l'ex-URSS.

C'est dans ce contexte que Poutine lance alors le projet de renforcer le degré d'intégration économique de l'ex-espace soviétique. Dès 2010, une union douanière est proposée au Kazakhstan et à la Biélorussie et en 2014 se met en place l'Union Economique Eurasiatique (Евразийский экономический союз, UEEA). Soutenu par le président Nazarbaïev du Kazakhstan qui désire utiliser ce projet d'intégration pour contrer l'influence croissante de son voisin chinois au sein de son économie, l'UEEA vise à mettre en place un marché unique avec des institutions supranationales. Pour le gouvernement russe, ce projet vise à ralentir les forces économiques centrifuges qui poussent les ex-républiques vers l'Asie orientale et l'UE et de permettre aux firmes russes d'obtenir un accès privilégié à ces pays par rapport à ses concurrents occidentaux et est-asiatiques et ainsi d'obtenir de plus grandes économies d'échelle¹². C'est à la fois un outil de géopolitique et de politique industrielle¹³. Mais à l'instar de la CEI comme de nombreux projet d'intégration régionaux entre pays en voie de développement, l'UEEA souffre de l'absence de complémentarité économique entre ses Etats membres. Les Etats membres de l'UEEA sont essentiellement des économies spécialisées dans les exportations du secteur primaire, plus tournées vers l'économie mondiale que vers leur propre région. Bien que le niveau technologique de la Russie soit supérieur aux autres ex-républiques de l'URSS, celui-ci reste bien moins avancé que celui de l'UE, des Etats-Unis ou de l'Asie orientale dont les flux d'IDE et de commerce de biens et services intensifs dominent sur ceux de la Russie. La faiblesse de la technologie et du marché russe explique pourquoi si peu d'ex-républiques de l'URSS l'ont rejoint par la suite (seuls l'Arménie et le Kirghizstan). Le PIB combiné de tous les membres de l'UEEA reste inférieur à celui de l'Italie. Il est bien plus faible que ceux des autres grands accords régionaux comme l'UE, l'ALENA, l'ASEAN ou même le Mercosur. Le marché de l'UEEA reste trop étroit que pour que ses firmes puissent bénéficier d'économies d'échelle suffisante dans de nombreux secteurs stratégiques de haute technologie.

L'UEEA ne semble donc pas capable d'enrayer le rapprochement économique entre, d'une part les voisins de la Russie, et d'autre part l'UE et la Chine. Les ex-république de la partie orientale URSS adoptent une diplomatie commerciale visant à renforcer leurs liens économiques avec la Chine alors que la Moldavie et la Géorgie désirent ratifier des accords d'association avec l'UE qui libéralisent les flux de commerce et d'IDE et facilitent les déplacements de personnes.

¹² Defraigne Jean-Christophe, *The Eurasian Economic Union and the challenge of the BRI: a comparison of their respective impacts on economic development and Russia's regional leadership*, Eurasian Geography and Economics, Eurasian Geography and Economics, Volume 62, Issue 5-6, 2021

¹³ Dragneva, Rilka & Wolczuk, Kataryna, *The Eurasian Economic Union: Deals, Rules and the Exercise of Power*. London: Chatham House Research Paper, 2017. Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/publications/research/2017-05-02-eurasian-economic-union-dragneva-wolczuk.pdf>

La place de l'Ukraine dans la tentative de Poutine d'enrayer le déclin économique de la Russie

En 2013, si l'Ukraine avait rejoint l'UEEA, elle aurait le second état membre en termes de population et le troisième en termes de PIB. Mais avec moins d'un dixième du PIB russe, une adhésion de l'Ukraine à l'UEEA n'aurait pas été suffisante pour pallier aux faiblesses structurelles de l'UEEA. Mais le Kremlin s'inquiète du rapprochement de l'Ukraine avec l'UE. Suite à la soi-disant « révolution orange » de 2004-2005 (qui n'a pas changé la structure sociale et politique de l'Ukraine), le nouveau gouvernement ukrainien de Iouchtchenko s'est rapproché de l'occident et envisage la conclusion d'un accord d'association avec l'UE¹⁴. Un tel rapprochement avec l'UE pouvait être perçu comme Moscou comme une accélération de l'ancrage économique de l'Ukraine à l'Ouest qui entraînerait inéluctable un rapprochement géopolitique avec l'OTAN. Tous les nouveaux États membres de l'UE de l'Europe centrale et orientale qui rejoignent l'UE entre 2004 et 2013 ont demandé leur adhésion à l'OTAN.

Pour contrer ce rapprochement, le Kremlin profite des difficultés consécutives à la crise de 2008 et à la chute des prix des matières premières qui place l'Ukraine dans une situation macroéconomique très difficile. En proposant un rabais de 15 milliards sur la facture énergétique que l'Ukraine doit à la Russie, Poutine pousse le gouvernement de Ianoukovitch (qui a succédé à Iouchtchenko en 2010 et qui a de meilleures relations avec le Kremlin et les oligarques pro-russes que son prédécesseur) à refuser l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE¹⁵. L'opposition radicale d'une partie de la population ukrainienne à ce rapprochement avec Moscou se traduit par une insurrection populaire en 2014. Cette « révolution de Maïdan » fut soutenue ouvertement par les dirigeants occidentaux. La haute représentante de l'UE, Lady Ashton se rendit même sur place pour soutenir les opposants de Ianoukovitch. Ce soutien occidental à un mouvement insurrectionnel renforça le gouvernement Poutine dans sa conviction que l'UE et les pays de l'OTAN cherchaient à étendre leur influence économique et géopolitique à l'est et non à se contenter du statu quo. Dans ce contexte, l'intervention militaire russe circonscrite au Donbass et à la Crimée n'était guère une surprise pour les observateurs avisés.

L'invasion totale de l'Ukraine tentée par Poutine en mars 2022 a par contre constitué une vraie surprise pour les gouvernements occidentaux comme pour les populations russes et ukrainienne. Comment expliquer ce changement de stratégie du gouvernement Poutine ? Bien sûr l'analyse du contexte économique qui vient d'être présentée révèle une puissance russe sur le déclin qui ne sait comment enrayer la périphérisation de son économie par rapport aux économies occidentales et à la Chine et comment bloquer l'influence croissante des économies occidentales dans son voisinage. Même s'il s'agit d'une manœuvre désespérée, quels sont les événements qui ont pu précipiter la décision catastrophique de Moscou de tenter d'envahir militairement l'Ukraine et de renverser son gouvernement ?

¹⁴ D'Anieri, Paul, *Ukraine and Russia: From Civilized Divorce to Uncivil War*, Cambridge University Press, Cambridge, 2019

¹⁵ Menon, Rajan & Rumer, Eugene, *Conflict in Ukraine, The Unwinding of the Post-Cold War Order*, MIT Press, Cambridge, 2015

Quelques facteurs plausibles pour expliquer l'aventurisme militaire du Kremlin

On peut aisément identifier certains facteurs qui ont pu contribuer à pousser Poutine vers l'aventurisme militaire.

Premièrement, l'intervention militaire russe dans le Donbass en 2014 a accéléré le rapprochement de l'Ukraine, mais aussi de la Moldavie et la Géorgie vers l'occident. Toutes trois ont signés des accords d'associations avec l'UE et les puissances occidentales, notamment les Etats-Unis, ont livré de nombreux équipements militaires à l'Ukraine. Les Etats-Unis ont ainsi livré 2.5 milliards de dollars à Kiev entre 2014 et 2021¹⁶. Les chiffres du commerce de l'Ukraine montrent une marginalisation rapide de la Russie face à la montée du poids de l'UE et de la Chine. L'intervention militaire russe pouvait permettre de bloquer ce rapprochement.

Deuxièmement, après deux années de pandémie qui ont affaibli les gouvernements occidentaux et creusé les déficits publics à une rapidité jamais vue depuis la deuxième guerre mondiale, le gouvernement russe a pu penser que les chancelleries occidentales n'oseraient pas se lancer dans une guerre alors que leurs populations désiraient avant tout un retour à la normalité. La priorité que l'administration Biden accordait l'agenda politique intérieur semblait grever toute capacité d'intervention militaire comme en témoignait le retrait précipité des Etats-Unis de l'Afghanistan. Effectivement, les modalités de l'invasion semblent suggérer une volonté de Moscou de réaliser une opération militaire rapide (à peine quelques jours) pour imposer en Ukraine un gouvernement fantoche inféodé au gouvernement russe et présenter ce fait accompli avant que les puissances occidentales ne puissent réagir sur le plan militaire.

Troisièmement, bien que le gouvernement de Poutine ait réussi à neutraliser l'opposition politique russe ces dernières années, plusieurs éléments indiquent qu'il a également souffert d'une perte de légitimité du fait de sa gestion calamiteuse de la pandémie. Selon plusieurs sources, le nombre réels de morts de la COVID serait le double des chiffres officiels et atteindrait entre 700000 et 800000 morts¹⁷ ce qui fait de la Russie, par habitant, le pays le plus touché en Europe. Les hôpitaux russes connaissent une surcharge catastrophique depuis deux ans ce qui a affaibli la crédibilité du gouvernement. En octobre 2021, au moment où Poutine envisage son opération d'invasion à l'automne 2021, on perçoit clairement les signes inquiétants d'une nouvelle vague plus meurtrière que toutes les précédentes. Elle tuera officiellement des dizaines de milliers de russe (en réalité des centaines) et ne prendra fin qu'à la mi-mars, soit après l'invasion de l'Ukraine. Certaines études Une opération militaire rapide et victorieuse pourrait avoir été considéré par le Kremlin comme un moyen commode de détourner l'attention de la population russe des carences du gouvernement en matière sociale et sanitaire et de noyer les dissensions et les critiques dans une union sacrée patriotique.

Quatrièmement, il est probable que le Kremlin et l'Etat major russe aient sous-estimé la détermination de l'armée et du gouvernement ukrainien à résister sur le plan militaire. La manière dont les dirigeants de l'armée russe ont organisé leur offensive a témoigné d'un excès

¹⁶ Charap, Samuel & Boston Scott, *The West's Weapons Won't Make Any Difference to Ukraine*, Foreign Policy, 21 janvier 2022. Consulté le 28 juin 2022 à <https://foreignpolicy.com/2022/01/21/weapons-ukraine-russia-invasion-military/>

¹⁷ Shemetov , Maxim, *Russia's total number of COVID-related deaths hits nearly 778,000*, Reuters, Londres, 1 février 2022

Stronski, Paul, *Russia's Response to Its Spiraling COVID-19 Crisis Is Too Little, Too Late*, Reuters, Londres, 28 Octobre 2021.

de confiance. Tout indique que le Kremlin avait prévu une promenade militaire éclair qui prendrait le contrôle de Kiev en quelques jours et placerait un gouvernement pro-russe qui accepterait les conditions de paix de Moscou et ferait des annexions russes un fait accompli. Les opérations militaires au Vietnam, en Irak, en Afghanistan, au Mali ou en Libye montrent que cet excès de confiance n'est pas l'apanage des seuls dirigeants russes mais comme l'a montré Gabriel Kolko. Il provient d'une sous-estimation presque systématique par les gouvernements et les Etats majors de la durée des conflits, des coûts humains et économiques de l'option militaire¹⁸.

Le cinquième facteur qui peut avoir été décisif, et qui est beaucoup moins en évidence par les analyses occidentales, est celui d'un changement politico-économique qui remettait en cause les rentes d'oligarques, y compris de ceux qui ont de forts liens avec la Russie et qui ouvrait davantage l'économie Ukrainienne aux intérêts occidentaux et notamment étasuniens. Bien que trop d'informations sont encore incomplètes ou inaccessibles, plusieurs éléments laissent penser que la présidence de Zelenski pouvait remettre en question le statu quo l'équilibre entre oligarques et investisseurs occidentaux. Il faut donc observer en détail les mesures économiques adoptées par le gouvernement Zelenski entre 2019 et l'automne 2021 pour saisir en quoi elles sont problématiques pour le Kremlin.

Un serviteur du peuple ? Les débuts erratiques de la présidence Zelenski entre les pressions des oligarques et de l'occident

Lorsque Zelenski, acteur et producteur d'une série télévisée comique abordant les problèmes de corruption en Ukraine, lance sa campagne électorale, l'économie de l'Ukraine stagne et peine à retrouver son niveau d'avant la guerre de 2014. La classe politique traditionnelle est largement discréditée au sein de la population. La situation de l'économie ukrainienne est parmi les plus catastrophiques parmi les ex-républiques l'URSS du fait des émigrations massives et du pillage des oligarques.

L'élection triomphale de Zelenski est alors analysée comme un vote de rejet de l'establishment politique. Les élections législatives qui suivent est marquée par la percée d'une série de novices en politique sous la bannière du nouveau président. Pourtant Zelenski n'est pas qu'un « serviteur du peuple », il est également un petit homme d'affaires qui dispose de comptes off-shore dans les îles vierges à partir desquels il continue de percevoir des revenus lors de son élection¹⁹.

Plus inquiétant pour ceux qui espèrent une rupture face aux oligarques, un des contributeurs financiers à sa campagne électorale n'est autre que le milliardaire ukrainien Ihor Kolomoïsky qui détient notamment la chaîne de télévision qui diffuse la série satirique de Zelenski (voir

¹⁸ Kolko, Gabriel, *A Century of War : politics, conflict and society since 1914*, New-York : The New Press, 1994.

¹⁹ Harding, Luke, *Revealed: 'anti-oligarch' Ukrainian president's offshore connections*, The Guardian, 3 octobre 2021. Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.theguardian.com/news/2021/oct/03/revealed-anti-oligarch-ukrainian-president-offshore-connections-volodymyr-zelenskiy>

encadré)²⁰. Dès son arrivée au pouvoir Zelensky nomme au poste de chef de cabinet de la présidence, Andriy Bogdan, l'avocat qui a défendu Kolomoïsky contre le gouvernement Porochenko dans l'affaire de la Privatbank. Dès l'arrivée au pouvoir de Zelenski en mai 2019, Kolomoïsky quitte Israël et revient en Ukraine.

Encadré : l'oligarque Ihor Kolomoïsky, mentor déchu de Zelenski

Né en 1963 à Dnipropetrovsk, un des centres industriels de l'est de l'Ukraine. Il interrompt ses études d'ingénieur industriel au moment de la chute de l'URSS pour se lancer des opérations agressives d'achats d'entreprises privatisées dans la jungle économique de la transition post-soviétique.

A la suite d'une série de montages de fusions et acquisitions, Kolomoïsky finit par contrôler jusqu'à 5 milliards de dollars d'actif à la fin des années 2000, dans des secteurs variés comme les compagnies aériennes, la banque, les télévisions, la métallurgie, la pétrochimie, les activités minières

Après l'intervention militaire russe dans le Donbass en 2014, il est nommé gouverneur de la province de Dnipropetrovsk ce qui lui permet de mettre en place et de soutenir des milices privées antirusse. Il n'hésite pas par la suite à utiliser ces forces paramilitaires privées pour intimider ses adversaires politiques et économiques. Ainsi en 2015, il fait occuper par des gardes armés en uniforme avec gilets pare-balle les bâtiments de la compagnie pétrolière Ukrnafta pour contrer les tentatives du gouvernement ukrainien de Poroshenko de réduire son influence au sein de cette société²¹.

En 1992, Kolomoïsky et Gennady Bogolyubov fondent Privatbank qui devient en quelques années la plus grande banque du pays, contrôlant 33% des dépôts et 50% des transactions au début des années 2010. La banque centrale ukrainienne déclare la banque insolvable en 2016 et la nationalise. Les deux fondateurs sont accusés d'une fraude de 5.5 milliards de dollars, soit 5% du PIB. Entre 2013 et 2016, la Privatbank a prêté des milliards à des compagnies offshore contrôlées par les cofondateurs²².

La nationalisation et le sauvetage de la banque par l'Etat ukrainien coûtèrent 5.9 milliards de dollars aux contribuables ukrainiens. Cette nationalisation, contestée devant les tribunaux par les cofondateurs, a bénéficié d'un large soutien du gouvernement américain, de l'UE et du FMI, qui la considèrent comme une *"étape importante dans les réformes économiques et la lutte contre la corruption"*. Les nouveaux dirigeants de la Privatbank nationalisée réclament à Kolomoïsky et Bogolyubov 10 milliards d'actifs que les deux cofondateurs auraient caché à

²⁰ Pifer, Steven, *Zelenskiy's first year: New beginning or false dawn?*, Brookings, Washington 20 mai 2020. Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/05/20/zelenskiys-first-year-new-beginning-or-false-dawn/>

²¹ Olearchyk, Roman & Seddon Max, *The bank that holds the key to Ukraine's future*, Financial Times, Londres, 17 juillet 2019

²² Graham Steck, Stelios Orfanides et Karina Shedrofsky, *Comment Ihor Kolomoïsky a volé 5 % du PIB ukrainien*, Courrier International, Oukraïnska Pravda, 23 mai 2019. Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.courrierinternational.com/article/enquete-comment-ihor-kolomoisky-vole-5-du-pib-ukrainien>
Olearchyk, Roman, *Ukraine's PrivatBank seeks \$5.5bn damages from oligarchs*, Financial Times, Londres, 3 avril 2020, Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.ft.com/content/284c0ae8-d663-488e-a414-9fce156ae81b>

Chypre, en Israël (Koloïsmoki dispose d'un passeport dans ces deux pays) ou dans d'autres centres financiers off-shore²³.

Lorsque Zelenski a été élu au printemps 2019, Kolomoïsky évoquait devant des journalistes cette conversation qu'il aurait eu avec des amis : « *Les gens viennent me voir en Israël et me disent : 'Félicitations ! Bravo !' Je dis : 'Pourquoi? Mon anniversaire est en février'.* Ils répondent : *'Qui a besoin d'un anniversaire quand vous vous êtes offert un Président ?'* »²⁴

En septembre 2019, moins de six mois après son élection, Zelenski et Bogdan reçoivent Kolomoïsky à la présidence²⁵. Cette rencontre suscite la suspicion des partisans des réformes économiques et déjà une partie de l'opinion publique évoque une corruption du nouveau président qui serait la marionnette de Kolomoïsky, d'autant que le premier ministre de Zelenski révèle l'intention du nouveau président d'arriver à un compromis avec l'oligarque quant au sort de la Privatbank et de sa possible reprivatisation (voir encadré)²⁶. Craignant que cette réunion ne débouche sur une emprise croissante de Kolomoïsky et d'autres oligarques sur l'Etat, Oleksandr Danylyuk, le secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense de Zelenski démissionne en septembre 2019. Les analystes internationaux s'inquiètent de possibles blocages des réformes visant à ouvrir davantage l'économie ukrainienne aux investisseurs occidentaux.

Jusqu'au début de l'année 2020, le bilan des réformes de Zelenski est encore mitigé et la capacité pour l'Etat ukrainien de réduire l'emprise des oligarques sur l'économie, les médias et le monde politique semble incertains²⁷.

L'accélération des réformes soutenues par les puissances occidentales à partir du printemps 2020.

Cela change au printemps 2020 qui marque le début d'une série de réformes sans précédent depuis 1991 qui visent à réduire le pouvoir des oligarques. Il est probable que les effets désastreux de la pandémie et des mesures de confinement sur l'économie ukrainienne ait joué le rôle d'un électrochoc car il limite considérablement les options du gouvernement ukrainien.

²³ Olearchyk, Roman & Seddon Max, *Kiev moots Privatbank deal with Kolomoisky despite \$5.5bn scandal*, Financial Times, Londres, 17 septembre 2019, Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.ft.com/content/beddb1cc-d885-11e9-8f9b-77216ebef1f7>

²⁴ "People come to see me in Israel and say, 'Congrats! Well done!' I say, 'For what? My birthday's in February'. They say, 'Who needs a birthday when you've got a whole president.' Cité in Olearchyk, Roman & Seddon Max, *The bank that holds the key to Ukraine's future*, Financial Times 17 juillet 2019

²⁵ Hall, Ben, Olearchyk, Roman & Seddon Max, *Ukraine: why Volodymyr Zelensky is pursuing a disruptive agenda*, Financial Times 21 octobre 2019, Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.ft.com/content/a99bceb2-ef59-11e9-bfa4-b25f11f42901>

²⁶ Op.cit.

²⁷ Ilona Sologoub, *Ukraine's top five 2020 reform priorities*, 20 janvier 2020, Atlantic Council Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/ukraines-top-five-2020-reform-priorities/>
Skorkin, Konstantin, *Ukraine's New Economic Policy Juggles Populism With Libertarianism* - Carnegie Endowment for International Peace, 12 décembre 2019, Consulté le 28 juin 2022 à <https://carnegiemoscow.org/commentary/80315>

Ukraine Monitor, *So far, Ihor Kolomoyskyi has been disappointed with Volodymyr Zelensky's presidency*, Warsaw Institute, Varsovie, 3 décembre 2019. Consulté le 28 juin 2022 à <https://warsawinstitute.org/zelenskys-problem-kolomoyskyi/>

La balance commerciale ukrainienne s'est fortement détériorée depuis 2014, le déficit commercial progressant de 2,36 milliards de dollars en 2015 à 12,51 milliards en 2019. Celui-ci est financé par des rémissions de travailleurs ukrainiens à l'étranger, de prêts et d'IDE mais ces trois sources de capitaux se tarissent avec les mesures de confinement en Europe et en Amérique du nord, ainsi les IDE chutent de 5,8 milliards à 0,3 milliards entre 2019 et 2020²⁸. Dans un contexte de récession mondiale sans précédent depuis les années 1930 et d'incertitude sur la capacité de l'Ukraine à accéder à des marchés financiers internationaux déstabilisés en ce début d'année 2020, le gouvernement Ukrainien a un besoin criant des fonds du FMI, prêteur de dernier ressort.

Cela donne au FMI, et au sein de celui-ci, aux représentants des Etats-Unis et de l'Europe occidentale qui y jouent encore un rôle dominant, un rapport de force inédit auprès du gouvernement Zelenski pour imposer les réformes économiques en faveur d'une plus grande ouverture de l'économie ukrainiennes aux firmes occidentales. Du fait de l'emprise des oligarques sur l'appareil d'Etat, les investisseurs occidentaux sont prudents comme en témoigne la faiblesse des stocks d'IDE d'origine occidentale dans le pays et les interviews de CEO occidentaux²⁹. Soutenues les groupes intérêts économiques étasuniens et européens, notamment par l'AmCham (chambre du commerce US) Ukraine, ces réformes devraient affaiblir les oligarques en ouvrant certaines de leurs rentes à la concurrence internationale. Le FMI décide donc de conditionner l'octroi d'un prêt de 8 milliards de dollars³⁰ au passage d'un paquet de mesures de libéralisation³¹. Il s'agit de reformer le système judiciaire et de réduire l'influence des oligarques. Le FMI impose ainsi le lancement d'un grand programme de privatisation qui ouvre de nouveaux secteurs à la concurrence étrangère, notamment l'électricité et les infrastructures mais aussi dans le secteur minier (notamment le titane, matériau stratégique pour les secteurs aéronautique, énergétique et militaire)³². Le FMI force également le gouvernement de Kiev à promulguer une nouvelle loi agraire qui donne la possibilité de vendre et d'acheter des terres ukrainiennes. Si au regard de la loi passée au parlement en juillet 2021, les particuliers étrangers ne peuvent toujours pas en acquérir, une entreprise enregistrée en Ukraine le peut, et donc potentiellement des filiales ukrainiennes de firmes étrangères³³.

Le FMI soutient une loi qui réduit spécifiquement l'influence des oligarques et qui règle définitivement la question du statut de Privatbank, empêchant tout retour de Kolomoïsky à la tête de la plus grande banque du pays. Malgré ses prises de position antirusse, le FMI et Washington considèrent l'oligarque comme un obstacle majeur à une réelle ouverture de l'économie ukrainienne. Kolomoïsky se positionne à plusieurs reprises pour ne pas payer la dette exté-

²⁸ World Bank Open Data 2022

²⁹ Prokopenko, Olga, *Ukraine's Fragile Reform Prospects amid Ongoing Russian Aggression*, German Marshall Fund, 28 mai 2021, <https://www.gmfus.org/news/ukraines-fragile-reform-prospects-amid-ongoing-russian-aggression>

³⁰ soit environ 2% du PIB ou 10% des dépenses publiques en 2020

³¹ Skorkin, Konstantin, *IMF Bailout Costs Ukraine's President Dear*, Carnegie Moscow Center, Carnegie Endowment for International Peace, consulté le 26 juin 2022 à <https://carnegiemoscow.org/commentary/81509>, 2020 & World Bank Open Data 2022.

³² Skorkin, Konstantin, *Ukraine's New Economic Policy Juggles Populism With Libertarianism* - Carnegie Endowment for International Peace, 12 décembre 2019, Consulté le 28 juin 2022 à <https://carnegiemoscow.org/commentary/80315>
State and Property Fund of Ukraine, *Privatization in Ukraine*, 27 juin 2022, Consulté le 28 juin 2022 à <https://privatization.gov.ua/en>

³³ Datskevych, Natalia, *Ukraine opens land market for first time since country's independence* 1er juillet 2021 <https://www.kyivpost.com/business/ukraine-opens-land-market-for-first-time-since-countrys-independence.html>

rieure ukrainienne en prônant l'exemple argentin de la restructuration de la dette par les Kirchner : *“Combien de fois l'Argentine a fait défaut ? Et alors, ils l'ont restructuré (la dette). C'est bon”*³⁴. Kolomoïski prétend s'opposer aux plans d'austérité du FMI et préconise de nommer des experts indépendants du FMI et des puissances occidentales : *“Si Zelenski écoute (l'occident) et ne nomment pas lui-même (ses experts), il finira comme Poroshenko. Il aura les mêmes chiffres – 5,10 ou 15 au lieu de 73% »*³⁵, *“Les Ukrainiens se moquent de Kolomoïski. Personne ne se préoccupe des lignes rouges tracées par l'occident”*³⁶. Cette posture anti-occidentale permet de jouer sur le nationalisme et la situation sociale dramatique pour gagner une partie de l'opinion publique au statu quo, ce qui préservera ses rentes de monopole et son influence auprès de l'appareil d'Etat ukrainien.

En 2021, le gouvernement américain décide alors de poursuivre Kolomoïsky pour malversations financières et blanchiment d'argent impliquant des investissements aux Etats-Unis et de lui imposer des sanctions de façon à l'affaiblir. Quelques semaines après l'accession de Biden à la présidence, son secrétaire d'Etat Anthony Blinken annonce personnellement les sanctions que les Etats-Unis imposent à Kolomoïsky, un geste fort visant à montrer la détermination de Washington à s'attaquer aux oligarques les plus puissants. Kolomoïsky n'est pas le seul visé. En mars 2021 c'est aussi le tour de Viktor Medvedchuk, proche de Poutine, qui est accusé par le gouvernement de trahison et qui se voit retirer le contrôle de ses trois chaînes de télévision³⁷.

Finalement, en septembre 2021, les parlementaires ukrainiens, principalement ceux du parti présidentiel, votent la loi N°1780-IX, dite de « dé-oligarquisation », qui est promulguée par le président début novembre. Cette loi définit comme oligarque toute personne qui remplit trois des quatre critères suivants : exercer une influence significative dans les médias, contrôler un monopole sur un secteur économique de biens ou services, prendre part à la vie politique et posséder plus de 89 millions de dollars³⁸. Pour réduire leur influence, la nouvelle loi limite le contrôle qu'un oligarque peut exercer sur les médias, le secteur financier et les transports. Les activités de lobbying ainsi que toute rencontre entre oligarques et des fonctionnaires ou des politiciens doivent être notifiées officiellement. Cette loi peut être appliquée directement à une douzaine des plus importants oligarques du pays³⁹. La tentative d'assassinat d'un des aides de Zelenski qui a lieu la veille du vote de la loi au parlement témoigne probablement de l'inquiétude du côté de certains oligarques.

Entre mars 2020 et septembre 2021, le gouvernement de Zelenski a suivi de nombreuses injonctions du FMI, se rapprochant de la position de Washington sur la nécessité d'ouvrir l'économie ukrainienne aux investisseurs occidentaux, ce qui nécessite de réduire les

³⁴ “How many times has Argentina defaulted? [. . .] So what, they restructured it. It's fine” cité par Seddon, Max, *Ukraine oligarch urges Volodymyr Zelensky to default on debt*, Financial Times, Londres, 26 mai 2019 Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.ft.com/content/91df13ce-7d58-11e9-81d2-f785092ab560>

³⁵ “If Zelensky listens to [the west] and doesn't make his own appointments he'll end up like Poroshenko. He'll have the same poll numbers — 5, 10, or 15 instead of 73 per cent” cité par Seddon, Op. Cit.

³⁶ “Ukrainians don't care about Kolomoisky . . . Nobody's interested in the west's red line” Seddon, Op. Cit.

³⁷ Raczkiwycz Mark & Seddon Max in Moscow US imposes sanctions on Ukrainian oligarch Kolomoisky over alleged corruption, Financial Times Londres, 5 mars 2021. Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.ft.com/content/57cfa2bd-834d-43bd-ba1c-20a1ba2b16f4>

³⁸ Ivanova Polina & Raczkiwycz, Mark, *Ukraine passes law to curb political influence of oligarchs*, Financial Times Londres, 23 septembre 2021. Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.ft.com/content/b9dbdbf1-7337-42e8-98f6-5a062c084e81>

³⁹ Leshchenko, Sergii ; *De-oligarchization – What's Happening and What's at Stake*, Kyiv Post, Kyiv, 13 décembre 2021. Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/de-oligarchization-whats-happening-and-whats-at-stake.html>).

possibilités de rentes et d'influence des oligarques sur l'appareil d'Etat ukrainiens. Kiev va même jusqu'à empêcher l'investisseurs chinois Beijing Skyrizon Aviation de prendre le contrôle d'un des fleurons industriels de la défense ukrainienne, Zich Motors⁴⁰. Cela constitue une demande de Washington qui craint les acquisitions chinoises de technologie militaires. Parallèlement le gouvernement Zelenski se rapproche de l'OTAN et se joint aux manœuvres Rapide Trident 2021 en septembre 2021⁴¹. La présidence ukrainienne déclare alors que L'Ukraine doit vaincre le système dominé par les oligarques » afin d'atteindre « la prospérité économique et l'intégration euro-atlantique »⁴².

Il n'est pas possible de savoir si ces réformes auraient pu réduire structurellement et de manière significative l'influence des oligarques issus de l'ex-URSS au sein de l'économie ukrainienne du fait de la plus grande pénétration d'investisseurs occidentaux et du rapprochement de l'UE et des Etats-Unis. Mais il est plus que probable que ces changements aient dû inquiéter à la fois les oligarques et les dirigeants du Kremlin. Les oligarques ont dû craindre de perdre une partie de leur rente au détriment de la concurrence étrangère.

Aux yeux du Kremlin, les réformes économiques de Zelenski pèsent dans la balance en faveur de l'urgence d'une invasion militaire

Quant à Poutine et son entourage, ils ont pu considérer qu'un affaiblissement des oligarques ne leur était pas favorable. Car même des oligarques et politiciens considérés comme pro-occidentaux comme Timoshenko ou Kolomoïski avaient des intérêts économiques avec la Russie qui les amenaient à garder un important degré d'interdépendance entre les économies russes et ukrainiennes dans certains secteurs stratégiques. Il arrivait au Kremlin de court-circuiter ou d'influencer Kiev par le biais de réseaux russo-ukrainiens d'oligarques existant depuis la chute de l'URSS. Les réformes pouvaient affaiblir ces réseaux d'influence. De plus, une plus grande pénétration d'investisseurs allait accélérer l'interdépendance entre l'économie ukrainienne et les économies occidentales et impliquer une diplomatie plus intrusive des chancelleries occidentales pour protéger leurs intérêts économiques croissants. Combinés aux autres facteurs décrits précédemment, les réformes économiques de Zelenski ont pu encore ajouter à l'urgence d'une intervention militaire qui aurait été encore plus difficiles dans le futur.

De nombreux éléments laissent penser que Kremlin comptait sur des soutiens ukrainiens lors de son invasion militaire. Zelenski mais aussi des services de renseignement britanniques et américains ont avancé dès l'automne 2021 un plan de coup d'Etat de certains éléments ukrainiens soutenu par l'armée russe pour renverser le gouvernement de Kiev. On a avancé notamment les noms de Medvedchuk et d'Akhmetov⁴³, parmi les dix plus riches oligarques

⁴⁰ Zinets, Natalia, *Ukraine court rejects Chinese appeal in aerospace deal opposed by Washington*, Reuters, Londres, 17 avril 2020. Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.reuters.com/article/us-ukraine-motorsich-idUSKBN21Z1AY>

⁴¹ Reuters, *Ukraine holds military drills with U.S. forces, NATO allies*, Reuters, Londres, 20 Septembre 2021. Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.reuters.com/business/aerospace-defense/ukraine-holds-military-drills-with-us-forces-nato-allies-2021-09-20/>

⁴² « Ukraine must overcome the oligarch-dominated system » to achieve « economic prosperity andEuro-Atlantic integration » cité de Raczkiwycz Mark & Seddon Max, *Moscow US imposes sanctions on Ukrainian oligarch Kolomoisky over alleged corruption*, Financial Times Londres, 5 mars 2021 <https://www.ft.com/content/57cfa2bd-834d-43bd-ba1c-20a1ba2b16f4>

⁴³ Voir encadré

du pays⁴⁴. La tactique militaire de percée d'unités blindées rapides pour prendre Kiev qui fut utilisée au début de la guerre par l'armée russe peut s'expliquer par cette hypothèse d'un coup d'Etat organisé par le Kremlin. Poutine et son entourage pouvaient penser que Zelenski fuirait, qu'une partie de l'armée ukrainienne ne combattrait pas, et que certains oligarques ukrainiens pouvaient soutenir l'invasion de l'armée russe et le gouvernement fantoche pro-russe qui serait mis en place par le Kremlin. Cette tactique, qui s'avéra finalement désastreuse⁴⁵, aurait permis en cas de réussite d'imposer un changement de pouvoir rapide et de le présenter comme un fait accompli aux puissances occidentales. Le nouveau pouvoir pro-russe installé par la force à Kiev aurait tenté de préserver le statu quo et d'enrayer le rapprochement économique entre l'Ukraine et les économies occidentales.

Conclusion

Bien sûr, il faudrait encore attendre de nombreuses années avant d'accéder à des documents et témoignages pour identifier clairement l'impact des réformes du gouvernement ukrainien et les motivations du Kremlin à se lancer dans cette guerre désastreuse pour les populations ukrainiennes et russes. Mais les éléments exposés dans cet article permettent d'avancer l'hypothèse que l'aventurisme meurtrier du gouvernement Poutine pourrait en partie avoir été provoqué par le changement de politique économique du gouvernement Zelenski. Adoptées sous la pression du FMI et des gouvernements occidentaux, ces réformes ont davantage ouvert l'économie ukrainienne aux investisseurs occidentaux ce qui ne pouvait que rapprocher plus rapidement l'Ukraine de l'Occident sur le plan économique mais aussi géopolitique (du fait de la nécessité pour les puissances occidentales de protéger leurs intérêts économiques croissants). L'affaiblissement possible de l'emprise des oligarques sur l'économie Ukrainienne pouvait affaiblir l'influence du Kremlin qui s'appuyait sur des réseaux russo-ukrainiens d'oligarques issus de l'intégration économique de l'ex-URSS.

La décision de l'invasion militaire de l'Ukraine semble constituer une tentative désespérée de Poutine et son entourage d'enrayer le déclin économique et géopolitique russe par la voie militaire. L'option militaire extérieure s'est imposée car depuis trois décennies la Russie voit inexorablement s'effriter son influence économique auprès son voisinage. Depuis l'effondrement de l'URSS le Kremlin n'a jamais réussi à moderniser l'économie russe et à accroître ses capacités d'innovations technologiques et sa productivité, engendrant un écart technologique croissant avec les économies occidentale et est-asiatiques qui sont devenues les centres économiques des ex-républiques soviétiques. L'échec des politiques économiques du Kremlin s'explique par son incapacité à réduire le parasitage des oligarques et de la bureaucratie russe. Ce parasitage s'est considérablement aggravé depuis l'effondrement de l'URSS comme en témoignent la croissance des inégalités en Russie, les sorties de capitaux des économies des ex-Républiques d'URSS vers des centres financiers off-shore et les dépenses somptuaires de l'entourage de Poutine et des oligarques⁴⁶. Cette incapacité

⁴⁴ Seddon, Max & Olearchyk, Roman, Moscow seeks agents of influence in Ukraine, Financial Times, 23 janvier 2022. Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.ft.com/content/9a29f978-f98e-4f13-a41a-74b702e73523>,

Hide, Lily, *Ukraine's president alleges coup attempt involving country's richest man*, Politico, 27 Novembre 2021 Consulté le 28 juin 2022 à <https://www.politico.eu/article/ukraine-zelenskiy-coup-akhmetov-russia/#>

⁴⁵ car elle exposait les unités russes aux contre-attaques de l'armée Ukrainienne ce qui a engendré de plus lourdes pertes

⁴⁶ Aslund, Anders, *Russia's Crony Capitalism: The Path from Market Economy to Kleptocracy*. New Haven: Yale University Press, 2019. Marie, Jean-Jacques. *La Russie Sous Poutine*. Paris: Payot, 2016. Cooley,

s'explique par la composition sociale même du groupe qui a soutenu l'accession de Poutine au pouvoir et sur lequel ce dernier continue de s'appuyer.

Cette bureaucratie oligarchique russe, mais aussi une grande partie de son homologue ukrainienne, se voit menacée par la pénétration économique des puissances occidentales dans l'Europe orientale qui réduisent sa capacité de parasitage de l'économie locale qui est à l'origine de son pouvoir et de ses privilèges. Sa fragilisation la met dans une position défensive qui la rend plus imprévisible et qui explique la guerre en Ukraine à laquelle les populations russes et ukrainiennes paieront un lourd tribut humain et économique. Mais le rapprochement de l'Ukraine avec les puissances occidentales ne signifie pas pour autant une voie vers la démocratie et le développement économique et social. En effet, une partie des oligarques et de la bureaucratie pourraient se contenter de réduire leurs rentes se transformer en une petite bourgeoisie compradore et corrompue à l'instar de nombreux petits pays voisins des Etats-Unis ou de l'UE. Rien ne garantit que la pénétration économique des firmes occidentales ne se traduise par une hausse du niveau de la vie et le développement de droits démocratiques. Les exemples de la Tunisie, de l'Egypte, de la Moldavie, de la Turquie ou du Mexique au cours des trois dernières décennies l'ont bien montré.